

CTM Technique

Liminaire politique



Un seul point à l'ordre du jour de ce CTM : l'examen du projet de décret relatif aux dispositions réglementaires applicables aux emplois de Direction de la DGFiP pour lequel l'avis du CTM était demandé.

En propos introductifs, la Secrétaire Générale a précisé que nous étions dans une "situation de double crise." Nous n'étions pas encore sortis de la crise sanitaire même si le nombre de malades redescend (il y a encore environ 1 600 agent.e.s du MEFR touché.e.s), ce qui justifie le maintien des jauges dans les salles de réunions et les restaurants administratifs.

Quant au second front, celui de la crise ukrainienne, le ministère est également très impliqué, notamment dans le cadre de la cybersécurité où il est en position de vigilance maximum d'où les messages qui ont été adressés aux réseaux.

En réponse à notre liminaire voir ci-dessous, elle est revenue sur la journée du 8 mars et la question des inégalités de revenus, en indiquant que le sujet fait l'objet d'un groupe de travail au ministère, qu'il convient de poursuivre en y intégrant les contractuel.le.s afin de progresser dans l'analyse et les solutions possibles.

Concernant la place de l'État, la secrétaire générale a expliqué que le ministère a montré que celui-ci avait été efficace en évitant les faillites et les licenciements massifs. Mais nous n'avons pas eu de réponses concernant nos demandes ni sur l'IMT, ni sur l'ouverture de négociations dans les directions qui en sont exclues.

Mars le mois des mobilisations



Bien que réuni dans un CTM Finances, nous ne pouvons nous situer en apesanteur par rapport à ce qui nous entoure et faire fi du contexte international qui pose bien pour nous, entre autre la question essentielle de savoir dans quelle société nous voulons collectivement et dans l'intérêt du plus grand nombre et non de quelques uns vivre et faire vivre les générations futures. Allons nous surfer de crise en crise que celles-ci soient sanitaire, économique, politique, climatique, guerrière qui se multiplient et aujourd'hui s'installe en Europe? Sans nous interroger? Sans ambiguïté, **Solidaires Finances** condamne la guerre en Ukraine.

Le libéralisme décomplexé à l'œuvre pour lequel seul l'appât du gain, la rémunération des actionnaires est le leitmotiv, dont nous ne cessons de dénoncer les conséquences néfastes pour la société, la collectivité, le vivre ensemble, a considérablement accru et renforcé les inégalités

Est-il étonnant que dans ces conditions souvent les plus fragiles, les plus laissés pour compte ainsi que celles et ceux qui craignent de verser dans la paupérisation ne restent pas insensibles, ce qui est de plus regrettable, aux sirènes du populisme et du nationalisme et de ce que cela peut engendrer

Ne serait-il pas temps que tout le monde se mette à réfléchir à la société que nous voulons construire reposant sur des principes démocratiques, d'égalité, de justice sociale et de redistribution des richesses..

Pour **Solidaires Finances** cette question transcende le reste, elle pose clairement la question de la place et du sens de l'humain dans notre société. Humain qui n'est plus considéré aujourd'hui qu'en termes de rentabilité. Cela pose également la question du rôle et de la place de l'État, des politiques publiques et celle du démantèlement du service public véritable garde fou et garant de l'égalité de traitement entre les citoyens et les citoyennes.

Or force nous est de constater que celui-ci est mis à mal à l'hôpital, dans la santé en général, dans l'éducation nationale, ... aux Finances. !

Pour **Solidaires Finances**, ce mois de mars 2022 sera triplement marqué :

➤ Par une mobilisation féministe avec la journée de lutte pour les **droits des femmes du 8 mars**, les inégalités salariales dont elles sont victimes...

➤ **Une mobilisation des agents et agentes de la Douane le 10 mars** face à l'avenir de leur direction et à leur avenir. Toutes les fédérations sont intervenues sur le sujet notamment le 25 janvier dernier pour vous alerter, et à travers vous les ministres, sur la situation de cette direction sans qu'à ce jour le ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance n'est fait le moindre geste : mépris, inintérêt ... ? **Solidaires Finances**, et ses syndicats **apportent leur soutien plein et entier à cette journée.**

➤ Ce mois de mars verra aussi une journée de **grève interprofessionnelle le 17** autour de la question salariale. Cette dernière se pose de façon toute particulière en cette fin de quinquennat marquée par un partage des richesses toujours plus inégalitaire entre stagnation des revenus du plus grand nombre et accroissement indécent des grosses fortunes.

Les directions et services de Bercy, et à travers eux les personnels, vont continuer de payer le prix du "quoi qu'il en coûte", pour les cadeaux fiscaux et sur les cotisations sociales faits aux entreprises qui se sont multipliés ces cinq dernières années. .../...

Pour les personnels de Bercy, ce quinquennat n'aura pas été celui du ruissellement, mais plutôt de la douche froide :

- Douche froide sur les missions ;
- Douche froide sur les implantations ;
- Douche froide sur les droits des personnels ;
- Douche froide sur les rémunérations.



Au-delà des revendications Fonction Publique de revalorisation des carrières, **Solidaires Finances** revendique une augmentation significative et pérenne de la rémunération de l'ensemble des personnels, notamment avec une IMT véritablement unifiée et revalorisée significativement pour toutes et tous.

Solidaires Finances revendique également un taux de cotisation salariale pour pension IMT qui soit aligné sur le taux de retenue pour pension civile (11,1 % en 2020 au lieu d'un taux incroyable de 20 %), ainsi qu'une réécriture du dispositif législatif de l'IMT afin de n'exclure personne, ayant cotisé, de bénéficier de la pension IMT.

Il faut ici rappeler que les montants actuels n'ont pas bougé depuis le 1er janvier 2018 !

Le Secrétariat Général ne doit pas poser son veto à une revalorisation de l'IMT dans les négociations en cours dans certaines directions. Par ailleurs, **Solidaires Finances** revendique l'ouverture de telles négociations au SCL, à l'INSEE, à l'Administration Centrale après celles qui ont été menées ou sont en cours à la DGFIP, à la DGCCRF et à la Douane.

A Bercy, nous sommes aux premières loges, avec nos administrations fiscales, pour constater à la fois l'augmentation des inégalités et aussi le retour de l'inflation, qui n'est plus une hypothèse, mais bien une réalité démontrée par les études de l'INSEE. C'est pourquoi, **Solidaires Finances** se mobilisera le 17 en faveur de l'augmentation des salaires, pensions et minima sociaux.

Ces thématiques sont curieusement absentes de nos échanges en Comité Technique Ministériel, lequel se réunit ce jour pour aborder un point unique à l'ordre du jour, la création d'un statut d'emploi pour les fonctions de direction de la DGFIP. Une réforme qui marque le glissement vers une Fonction Publique d'emploi : une évolution qui est une attaque tant pour le statut que pour le service public.

En diluant le haut de la pyramide des Finances publiques dans le vaste ensemble, réputé interchangeable, des administrateurs de l'État, la réforme risque malgré la création d'un statut d'emploi spécifique aux emplois de la DGFIP d'engendrer une dilution des compétences "métiers" de notre administration.

Nous tenons à rappeler dans cette instance que la DGFIP est une administration à la fois régaliennne et technique dont le professionnalisme est réputé et reconnu.

Si la fonctionnalisation ne fait pas disparaître le statut général, elle supprime les statuts particuliers des corps concernés et les cadres sont alors nommés par la voie du détachement pour une durée limitée sur ces postes.

Étendre cette logique aux emplois d'encadrement supérieur de l'État au motif de lutter contre le phénomène des "rentes à vie", comme y incitait le rapport Thiriez, n'est pas exempt de soupçons de politisation en raison du niveau de responsabilité et de pouvoir de ces postes, de la durée limitée de fonctions et de la logique de renouvellement régulier qui en résultent.

On bascule alors d'une fonction publique de carrière à une Fonction Publique d'emploi, et le pouvoir politique voit son pouvoir de nomination s'accroître. Et conduira à un «spoils system» à la française. Inquiétudes qui sont également partagés par les corps préfectoraux et diplomatiques

De telles attaques auront été monnaie courante pendant ce quinquennat notamment à travers la Loi de destruction de la Fonction Publique du Ministre Olivier. Dussopt. Il en sera ainsi question le 10 mars avec la journée intersyndicale de mobilisation pour la défense des missions de la Douane.



En question diverse :

Solidaires Finances a demandé à être destinataire du rapport concernant le SCL qui doit être produit par le Conseil Général de l'Économie.

Dans le prolongement de cette demande **Solidaires Finances** souhaite qu'une réunion du CTM, avec toutes les parties concernées, se tienne avant toute prise de décision par l'Administration sur l'avenir du SCL, de ses agent.e.s et de ses structures.